Expansion des exportations—Loi

● (1720)

Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion d'intervenir encore une fois dans le cadre du débat sur ce projet de loi. Hier, nous avons débattu la motion n° 1 présentée par le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) et aujourd'hui, nous examinons les motions n°s 3 et 5. Fait ironique, la motion n° 4 a été jugée irrecevable. Je ne fais aucune remarque sur la décision du président, parce que la motion principale ne proposait aucune modification et ne portait pas sur cet article. En toute déférence, monsieur le Président, je limiterai mes propos concernant les motions 3 et 5 à l'article prévu dans le projet de loi et non à la modification qui y est apportée, car il est essentiel de comprendre pourquoi nous accordons une telle importance aux motions n°s 3 et 5.

Il serait peut-être à propos, dans un débat aussi aride, d'essayer de donner une idée des montants en cause. Si on lit le rapport annuel de la Société pour l'expansion des exportations, on y trouve le paragraphe suivant, qui s'applique bien à la discussion d'aujourd'hui, monsieur le Président. Le voici :

Les bénéfices non distribués, par conséquent, ont représenté 186,1 millions de dollars de l'avoir des actionnaires au moment de la fermeture des comptes de 1982. Le gouvernement du Canada a accru de 115 millions de dollars sa part de capital versé au cours de l'année, portant le total à 465 millions de dollars. Par conséquent, le total de l'avoir des actionnaires à la fin de l'année était de 651,1 millions de dollars, ce qui a permis de maintenir le ratio d'endettement à environ 7/1, taux en vigueur déjà depuis un certain temps.

Je fais cette citation, monsieur le Président, car je crois qu'elle nous permet de mieux comprendre la mesure à l'étude, de savoir exactement quel pouvoir détient le ministre et quel pouvoir détient la Société pour l'expansion des exportations, par la position qu'elle occupe. La loi actuelle prévoit la constitution pour cette société d'un capital autorisé de un milliard de dollars. La loi actuelle prévoit l'approbation d'emprunts d'un montant égal à dix fois celui de ce capital autorisé. Autrement dit, à l'heure actuelle, la Société pourrait emprunter jusqu'à 10 milliards de dollars. À l'heure actuelle, l'apport du gouvernement du Canada, selon la Société, s'élève à 465 millions de dollars, autrement dit moins de la moitié du capital autorisé déjà prévu dans la loi. Les emprunts de cette société, monsieur le Président, sont légèrement inférieurs à 5 milliards de dollars, alors que la loi actuelle l'autorise à emprunter jusqu'à 10 milliards de dollars.

La société a signalé, comme je l'ai indiqué dans le paragraphe que je viens de lire, monsieur le Président, qu'elle est fière de ce rapport de 7/1. Il me semble donc tout à fait évident—et il doit en aller de même pour tous mes collègues—que nous devons avant tout nous interroger, lorsqu'on nous demande de relever ces plafonds, sur la nécessité de ces augmentations. Les emprunts nets de la société, monsieur le Président, augmentent de moins de un milliard de dollars par an. Le gouvernement du Canada a encore la possibilité d'injecter près de 535 millions de dollars dans l'avoir de cette société. Autrement dit, la société peut s'accroître pendant encore au moins cinq ans, dans les conditions actuelles, sans qu'il soit nécessaire de modifier la loi, sans que le gouvernement ne doive proposer de modifications. Cela, monsieur le Président, en dépit de cet article qui permet tous ces emprunts et ce remboursement de capital—et c'est de cet article que je viens de parler—toutes ces décisions, dis-je, peuvent être prises par le ministre dans le secret absolu, sans qu'il ne soit tenu de se présenter devant le Parlement pour faire approuver un remboursement additionnel du capital ou ces emprunts supplémentaires.

C'est pour cette raison que ce débat tient tellement à cœur aux députés de ce côté-ci de la Chambre. On comprendra, j'en suis sûr, que si cette société se présentait devant le Parlement chaque année pour rendre compte de l'argent qu'elle prend aux contribuables par l'entremise du gouvernement en conseil et des dettes qu'elle leur impose à cause de ses emprunts en nous disant : «Voilà nos états financiers. Voilà ce que nous avons fait l'année dernière et voilà ce que nous ferons l'an prochain», comme le font les ministères, nous regarderions d'un œil un peu plus complaisant cette demande de crédits supplémentaires que si nous nous retrouvons devant un fait accompli et qu'on nous dit quelles dettes ont été contractées en notre nom.

Or, en plus de ces manœuvres secrètes, comme on sait que la loi autorise déjà à cette société d'emprunter deux fois plus, on a du mal à comprendre, monsieur le Président, pourquoi on lui permettrait de puiser davantage dans les deniers publics et d'emprunter secrètement avec l'aval des contribuables. Le projet de loi que le gouvernement nous a présenté propose surtout d'accroître de 2 milliards de dollars le capital autorisé de cette société, ce qui lui permet de faire grimper à 20 milliards de dollars le total de ses emprunts—et je vous rappelle monsieur le Président, que ces emprunts s'élèvent actuellement à environ 5 milliards de dollars—et en lui permettant d'emprunter jusqu'à 20 milliards de dollars, dis-je, on continue de permettre au gouvernement en conseil de rembourser ce capital de fonctionnement à son gré sans nous consulter. Or, pour l'instant cette société peut emprunter plus de 5 milliards de dollars sans modifier la loi d'un iota et 500 millions sans qu'on le sache. Pourtant, on nous demande de majorer ce pouvoir d'emprunt de 15 milliards de dollars et d'accroître ses possibilités d'investissement de 1,5 milliard sans même nous consulter.

M. Lapierre: C'est de la planification.

M. Bosley: Le député en face dit que c'est de la «planification», monsieur le Président.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): De quels plans tortueux s'agit-il?

M. Bosley: Monsieur le Président, les députés de ce côté-ci se demandent, compte tenu des mesures que le gouvernement a prises jadis, mesures que le député qualifierait d'interventions «planifiées» au sein de l'économie et ailleurs, s'il n'est pas grand temps que le Parlement reprenne ses prérogatives traditionnelles, c'est-à-dire qu'il soit informé avant que l'argent ne soit dépensé ou approuvé. Ce serait un bon moyen d'éviter quelques-uns des fiascos que nous connaissons parce que trop peu de gens sont informés à temps. À un moment donné, quelqu'un qui n'a pas à faire approuver ses décisions par le gouvernement déclare : «Faisons donc ceci», et un autre lui répond : «D'accord. Nous n'avons pas beaucoup de temps au cabinet. Rédigeons un décret du conseil pour approuver le projet». Les exemples de ce genre sont légion.

Je ne sais pas pendant combien de temps il nous faudra débattre du principe de ce projet. Et faut-il préciser que le principe en question est celui du contrôle par les parlementaires des sommes à dépenser. Monsieur le Président, pour des visiteurs dans les tribunes ou encore pour ceux qui regardent les débats parlementaires, cela doit paraître incroyable que le gouvernement puisse accroître la dette, les obligations des Canadiens de quelque 15 milliards comme on le propose dans